

08	Règlement départemental de financement
Investissement	Soutien au développement et à la modernisation des outils de production primaire en agriculture
Objectif stratégique du Département	<u>Savoir-faire en agriculture</u> : valoriser et développer l'excellence des produits et des savoir-faire agricoles haut-marnais auprès des concitoyens et des touristes.
Objet du financement	Soutenir la diversification des outils de production primaire des exploitations agricoles. Ce soutien à l'investissement concerne le développement de la production agricole spécialisée et de niche tels que : <ul style="list-style-type: none"> - pour le secteur végétal : le maraichage, l'arboriculture, la production de petits fruits, l'horticulture, les plantes à parfums aromatiques et médicinales, les cultures légumières de plein champ (ail, asperges, betteraves rouges, carottes, céleris, choux, cucurbitacées, échalotes, endives, épinards, haricots, navets, oignons, petits pois, poireaux, salades, scorsonères), l'activité de pépinières, production sous serre, le chanvre, la pomme de terre de fécule, le sainfoin, la culture de champignons, l'osiericulture, la production de semences. - pour le secteur animal : l'apiculture.
Prérequis	Pour accéder à ce financement, il convient d'avoir formulé une demande et être conforme aux dispositions prescrites par la Région Grand Est dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> - du cahier des charges de l'appel à candidatures régional (version du 1^{er} décembre 2023) : territoire de l'ex Champagne-Ardenne – diversification – développement des productions spécialisées végétales ; - du cahier des charges de l'appel à projets régional (version du 28 mars 2024) : IPAGE – Elevage, en ce qui concerne uniquement les investissements spécifiques à la filière apicole. Toutes les informations utiles ont fait l'objet d'une mise en ligne sur le site internet de la région Grand Est lors de l'ouverture des appels à projets lancés à la fin 2023 et en 2024.

Le Département de la Haute-Marne ajoute à ce prérequis les conditions particulières suivantes :

Bénéficiaires	Les structures porteuses de projet ont leur siège social situé en Haute-Marne. Ces dernières sont à jour de leurs paiements dus au Département (factures LDA, ...). Elles ne doivent pas avoir fait l'objet par le passé d'admission de paiement en non-valeur et ne doivent pas faire l'objet d'une procédure de recouvrement en cours.
Dépenses éligibles	Elles sont identiques à celles retenues dans le cadre de l'appel à candidatures régional pour la diversification – développement des productions spécialisées végétales. Elles ne concernent que les projets relevant de la filière apicole pour l'appel à projets régional IPAGE – élevage.
Modalités de financement	<p><u>Demande :</u> La demande d'un financement départemental suit le circuit de gestion des appels à candidatures et projets régionaux. Elle a dû être formalisée par la voie des mêmes formulaires de candidature.</p> <p><u>Attribution :</u> Après avoir été préalablement retenus et fait l'objet d'une attribution de financement dans le cadre des appels à candidatures et projets régionaux, les projets sont remis au Département. Ils sont ensuite présentés pour avis devant la V^e Commission du Conseil départemental, chargée de l'environnement et du tourisme, puis soumis à l'examen de la Commission permanente du Conseil départemental pour la décision d'attribution. Le Département se réserve le droit de demander l'avis de la Chambre d'Agriculture sur la situation des projets et sur les financements obtenus par ailleurs. Le Département conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits budgétaires votés et leur niveau de consommation, ou encore l'intérêt du projet. Ainsi, l'attribution du financement du Conseil départemental se fait dans la limite des crédits votés par lui au cours de l'année. En cas de dépassement budgétaire, la priorité sera donnée selon les principes de sélection prévus dans le cadre des appels à candidatures et projets régionaux ou, à défaut, le taux d'aide sera abaissé au prorata de l'ensemble des projets retenus sur l'année. Le financement départemental ne peut être considéré comme acquis qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par la Commission permanente du Conseil départemental. Une convention d'attribution de financement départemental co-signée entre la structure porteuse de projet et le Département reprend les principes de ce règlement, dont les modalités d'attribution, de versement et de contrôle.</p>

<p>Modalités de financement</p>	<p><u>Démarrage de projet et sa réalisation :</u> Selon les modalités définies par les cahiers des charges des appels à candidatures et projets régionaux et les dates retenues dans ces cadres.</p> <p><u>Versement :</u> Deux acomptes sont possibles, sur présentation de factures acquittées justifiant de la réalisation des dépenses, à partir d'une réalisation d'au moins de 20% du montant d'aide défini à l'attribution de subvention et dans la limite de 80%. %. L'acompte de subvention départementale doit atteindre un montant significatif (> 100 €). Les pièces justificatives sont remises au Département par la structure porteuse de projet. Le solde est mandaté sur la base de l'ensemble des factures acquittées justifiant de la réalisation des dépenses. Les pièces justificatives sont remises au Département par la Région Grand Est, délégation aux fonds européens, service FEADER, service instructeur des appels à candidatures et projets régionaux ou par le porteur de projet lui-même.</p>
<p>Taux d'aide départementale</p>	<p>Le financement du Département s'ajoute à ceux appliqués par les appels à candidatures et projets régionaux. Ce financement départemental est de 10% du montant des dépenses éligibles définies par le Département et est plafonné à 10 000 €. Le taux est bonifié de 5% pour les projets déposés par un jeune agriculteur installé depuis moins de 5 ans et pour ceux portés de manière collective (GIEE, CUMA et autres structures collectives), avec un plafond de financement départemental porté à 15 000 €.</p>
<p>Engagements du bénéficiaire</p>	<p>La structure porteuse de projets s'engage à respecter les obligations prescrites par le présent règlement départemental de financement. Pendant les 5 ans qui suivent l'attribution du financement départemental, la structure porteuse de projet maintient le nombre d'emplois rattachés à l'investissement et annoncés lors de la formalisation de la demande de financement.</p>
<p>Mesures de publicité</p>	<p>La structure porteuse de projet s'engage à mentionner le soutien financier du Département de la Haute-Marne dans tout support de communication.</p>
<p>Suivi - contrôle</p>	<p>Dans le cadre du respect des prérequis exigés par les appels à candidatures et projets régionaux, le financement départemental est soumis aux contrôles et conséquences financières appliqués par la Région Grand Est, autorité de gestion du programme de développement rural. En outre, le Département peut lui-même effectuer, à tout moment pendant la réalisation du projet et dans les 5 ans qui suivent, un contrôle du respect de ses conditions particulières d'attribution. A cet effet, une visite sur place peut être réalisée par les services départementaux et toutes pièces qu'ils jugeront utiles, de quelque nature qu'elles soient, peuvent être demandées à la structure porteuse de projet. En cas de non-respect de tout ou partie des conditions énumérées ci-dessus, le Département peut engager une procédure de remboursement, total ou partiel, des sommes versées par l'émission d'un titre de recette. Le Département informe la Région Grand Est, autorité de gestion du programme de développement rural, de ce contrôle, de ses conclusions ainsi que de tout autre élément qu'il juge nécessaire de lui faire remonter.</p>
<p>Cadre juridique</p>	<p>Règlement (UE) n°2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides, dans le secteur agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; Lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales du 21 décembre 2022 (2022/C 485/01) ; Régime d'aides notifié N° SA.107520 (2023/N) relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire ; Article L. 3232-1-2 du code général des collectivités territoriales ; Convention de financements complémentaires des conseils départementaux du Grand Est dans le champ des filières agricoles et forestières signée le 6 février 2024 entre le Département de la Haute-Marne et la Région Grand Est, et applicable du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.</p>
<p>Contacts :</p>	<p><u>Informations sur les modalités d'intervention :</u> Département de la Haute-Marne / Secrétariat de la Direction de l'environnement et de l'ingénierie du territoire (tél. 03 25 32 85 71 / Mail : service.agriculture@haute-marne.fr) <u>Conseils et aide au dépôt d'un dossier :</u> Chambre d'agriculture de la Haute-Marne : Gratienna EDME-CONIL ou Aurélie SENCE (tél. 03 25 35 00 60)</p>